



Société pédagogique genevoise

Genève, le 13 mars 2008

Monsieur  
Frédéric WITTEWER  
Secrétaire général du département de  
l'instruction publique  
Case postale 3925  
1211 Genève 3

*Nouveau fonctionnement de l'enseignement spécialisé et rentrée 2008*

Monsieur le secrétaire général,  
Cher Monsieur,

Votre lettre du 27 février 2008, en réponse à notre courrier du 22 février 2008, nous est bien parvenue. Elle appelle d'abord les deux commentaires suivants :

- Nous ne trouvons pas de réponse aux deux questions que nous vous avons posées de manière très claire (quelles modalités exactes de travail et quelles échéances précises ?) ;
- Les propos généraux et les tentatives d'explications plutôt confuses que vous nous transmettez non seulement ne nous apprennent rien de bien nouveau mais nous inquiètent encore davantage.

En effet, nous rappeler les deux seules échéances (1<sup>er</sup> mars et 1<sup>er</sup> juin 2008) qui figurent dans le mandat – et dont la première n'est déjà pas tenue – ne nous avance guère. Quant à l'excuse d'une direction débordée, en l'occurrence M. Maurice Dandelot, pour justifier le retard pris, elle n'est guère recevable : cela fait plus de six mois qu'on nous la brandit à tout bout de champ au moindre dysfonctionnement que nous dénonçons.

Ensuite, s'il faut revenir sur les raisons qui ont motivé notre courrier du 22 février et reformuler, veuillez noter que :

- Nous sommes peu satisfaits de la manière dont les deux seuls entretiens qui nous ont été consacrés ont été conduits ; il ne s'agissait aucunement d'une « *réflexion partagée* » comme vous avez l'air de le penser, puisque nous n'avons rien reçu en échange. Nous n'avons donc pas eu « *le loisir (...) de partager avec les chefs de projet un certain nombre d'hypothèses* » et ne savons pas ce que vous entendez par « *faire évoluer l'enseignement spécialisé dans le sens d'un dispositif simplifié* ». Nous n'acceptons pas ce glissement dans vos propos qui laissent accroire qu'une concertation est bel et bien engagée.
- Nous sommes fondés à penser – et le flou que vous entretenez dans votre courrier du 27 février nous conforte dans cette idée – que les besoins réels de l'enseignement spécialisé ne seront pas pris en compte à la rentrée 2008 et que rien de satisfaisant ne sera mis en place, que les postes ne seront pas dégagés en suffisance, que nombre de collaborateurs resteront avec un statut précaire, etc.

./.

Enfin, nous tenons à vous rappeler que la mise en œuvre d'un nouveau fonctionnement de l'enseignement primaire à la rentrée 2008 est soumise à un certain nombre de conditions « sine qua non ». Parmi ces « fondamentaux », voulus et approuvés par le conseiller d'Etat en charge du DIP, (et qui, de surcroît, ont l'avantage d'être partagés par la DGEP et la SPG) figure le nouveau fonctionnement de l'enseignement spécialisé et la nécessité de proposer des modalités d'organisation concrètes, applicables dès août 2008 et accompagnées de toutes les ressources nécessaires.

C'est pourquoi nous aimerions obtenir votre appréciation sur ce qui précède, une indication sur les moyens supplémentaires d'ores et déjà prévus pour l'enseignement spécialisé à la rentrée 2008, etc., sans détour inutile, ainsi que la garantie que le rapport intermédiaire nous sera fourni au plus tard le 31 mars 2008 (soit au maximum avec 30 jours de retard).

Nous vous remercions de votre bonne compréhension et, dans l'attente du plaisir de vous lire prochainement, vous prions de croire, Monsieur le secrétaire général, cher Monsieur, à l'assurance de nos sentiments les meilleurs.



Olivier BAUD, président

Copie à : - M. Charles Beer, conseiller d'Etat en charge du département de l'instruction publique  
- Mme Pascale Byrne-Sutton, directrice générale de l'office de la jeunesse  
- M. Didier Salamin, directeur général de l'enseignement primaire  
- M. Stephan Eliez, directeur du service médico-pédagogique  
- MM. Jean-Paul Biffiger, Yann Boggio et Maurice Dandelot, et Mme Sylvie Cèbe, membres de l'équipe projet